

truction des chemins de fer, la fondation d'industries, et le reste. Mais sa pénétration en Europe, aux Etats-Unis, en Asie pousse la production au delà de la capacité de consommation. Ainsi, pendant que l'Ouest canadien produit du blé bien au delà de nos besoins, en d'autres parties du monde des millions d'affamés n'ont pas de quoi acheter notre excédent. C'est la même chose dans la fabrication de l'outillage: nos fabriques n'en peuvent disposer tandis qu'ailleurs on en aurait besoin. Même dans nos foyers nous pourrions consommer d'avantage, mais l'argent manque pour acheter. Et il en est ainsi dans le monde entier. Le problème devient plus impérieux que jamais à mesure que les contradictions inhérentes au système actuel apparaissent d'avantage.

J'imagine que le relèvement des salaires et la diminution des heures de travail amélioreraient la situation; c'est-à-dire que la diminution des heures de travail réduirait la production. C'est bien pour autant. Et, si l'ouvrier reçoit le même salaire, il se trouve mieux qu'avant. C'est l'une des idées émises à ce sujet. Le relèvement des salaires accroît le pouvoir d'achat, et je présume que l'initiative de Henry Ford dans ce sens serait justifiée si elle pouvait être généralement suivie. De fait, un économiste aussi distingué que J. A. Hobson montrait très bien dans son ouvrage *The Economics of Unemployment*, publié il y a deux ou trois ans,—et dont je conseille la lecture aux honorables membres de cette Chambre,—que la cause du malaise provient de ce que en général l'on économise trop et que le produit de l'économie retourne en placements dans l'industrie. Cela est fort bien pour un certain temps. Les profits ont été placés et remplacés plusieurs fois, mais nous sommes rendus aujourd'hui au point de saturation et nous ne pouvons écouler nos marchandises. Tout député qui a passé dans un champ de grain, dans le bon vieux temps, doit se rappeler qu'il fallait souvent arrêter la batteuse pour ôter la paille qui s'y était accumulée. Il en est ainsi de nos marchandises; la machine a tellement produit qu'il y a accumulation et qu'il nous faut aujourd'hui la dégager. Nous en étions rendus presque à ce point en 1913, alors que la Grande guerre a utilisé notre excédent de production et que nous avons même dû produire davantage. La guerre a eu cela de bon. Il est cependant effrayant de penser qu'il va nous falloir prier pour avoir une guerre ou un tremblement de terre ou une autre catastrophe pour utiliser notre excédent de production. Il doit sûrement se trouver ici et ailleurs dans le monde des gens assez intelligents pour trouver un meilleur système.

Nous pouvons bien venir en aide aux provinces ou aux municipalités, nous pouvons bien faire quelque chose pour réduire le nombre des heures de travail,—et j'espère que c'est ce que l'on fera dans certaines industries où l'on fait travailler les ouvriers vraiment trop longtemps,—nous pouvons bien faire quelque chose pour remédier au chômage, mais nous devrions examiner les causes fondamentales du chômage plus que nous nous proposons de le faire. Je suggère donc que l'on confie l'examen de cette question à une sorte de comité de la Chambre ou à une commission spéciale, ou encore à deux organismes de ce genre, afin de faire faire une étude approfondie des causes économiques du mal. Pour nous, du mouvement ouvrier, nous croyons bien fermement que l'organisation industrielle actuelle, avec ce qu'on appelle communément le système du capitalisme donnant la maîtrise de l'industrie à un petit nombre d'individus qui sont seuls à en profiter au lieu d'en faire profiter la masse, est, croyons-nous, l'une des causes principales du chômage général qui sévit aujourd'hui.

Cette dépression va cesser, je n'en ai aucun doute, mais les événements semblent se succéder par cycles et ces crises sont de plus en plus fréquentes. Il faut nécessairement des remèdes plus radicaux. Pouvons-nous résoudre le problème au moyen de quelque méthode permettant de distribuer plus généreusement le pouvoir d'achat, en donnant des salaires plus élevés aux ouvriers, en procurant du crédit à un taux d'intérêt moindre à ceux qui en ont besoin, en laissant le Gouvernement contrôler davantage tout notre système de production? Le pouvons-nous? Peut-être. Si l'on s'oppose à ces mesures, il est possible qu'un changement de système ne soit pas si facile.

Je tiens à signaler aux honorables députés, surtout durant la présente session, que nous ne perdons pas de vue les hommes et les femmes qui souffrent en ce moment. Il y a quelques semaines, dans la ville de Winnipeg que j'habite, je voyais une longue file d'individus attendant qu'on leur donne à manger, et je veux rappeler que je suis ici le représentant de ces hommes. Ce n'étaient pas là des manufacturiers attendant les faveurs du ministre des Finances, mais une file de quatre rangées d'hommes s'étendant d'une rue à une autre. L'agent de police qui se trouvait de service à cet endroit me disait que quelques-uns de ces individus attendaient là depuis quatre heures du matin. On y donnait alors à manger à trois mille hommes. Ce n'étaient pas des voyous ni des vagabonds; la plupart de ces hommes étaient de braves gens qui ne désiraient que du travail.